

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Tunisie > A gauche (Tunisie) > **Tunisie : échec de la tentative de faire participer le Front populaire au (...)**

Tunisie : échec de la tentative de faire participer le Front populaire au « gouvernement d'union nationale »

mercredi 17 août 2016, par [Divers](#) (Date de rédaction antérieure : 17 août 2016).

Le 10 août, le Premier ministre nouvellement désigné avait rencontré de député Front populaire Mongi Rahoui pour lui proposer de participer au futur gouvernement. Dominé par Nida Tounès (parti issu de l'ancien régime) et Ennahdha (islamiste), ce gouvernement aura pour mission de mener une politique d'austérité drastique.

Désavoué politiquement et menacé de sanctions par son parti (Patriotes démocrates unifiés = Watad unifiés) ainsi par le reste du Front populaire, Mongi Rahoui a fini par annoncer le 17 août qu'il déclinait cette offre.

On trouvera ci-après des extraits d'une série d'articles parus dans la presse tunisienne.

Sommaire

- [12 août : Mongi Rahoui dans le](#)
- [13 août : Mongi Rahoui n'a pas](#)
- [14 Août : Le Chef de gouvernem](#)
- [15 août : Rahoui sera le \(...\)](#)
- [15 août : Mongi Rahoui lâchera](#)
- [16 août : Si Mongi Rahoui veut](#)
- [16 Août : Le Front populaire](#)
- [16 août : Mongi Rahoui \(PPDU\)](#)
- [17 août : Le FP : position](#)
- [17 août : Formation du gouvern](#)
- [17 août : Mongi Rahoui l'empêc](#)
- [17 août : Pour l'islamiste](#)
- [17 août : Mongi Rahoui refuse](#)
- [17 août : Mongi Rahoui ne veut](#)
- [17 août : Mongi Rahoui bat en](#)

12 août : Mongi Rahoui dans le prochain gouvernement ?

<http://www.realites.com.tn/2016/08/mongi-rahoui-dans-le-prochain-gouvernement/>

Youssef Chahed, chargé de la formation du gouvernement d'union nationale, a reçu, il y a deux jours, le député du Front Populaire, Mongi Rahoui à qui il a proposé de faire partie du prochain gouvernement.

Le journal Al-Maghreb, paru ce vendredi 12 août, indique, selon ses sources, que Rahoui ne s'est pas encore prononcé quant à cette proposition de Chahed, en attendant de consulter son parti et le

Front Populaire auquel il fait partie.

Il faut signaler que ces derniers n'étaient pas au courant de cette rencontre et qu'ils refusaient d'ailleurs, catégoriquement, de s'inscrire dans les consultations sur la formation du gouvernement nationale.

Pour sa part, Mohamed Jmour, dirigeant au sein du Front Populaire, a déclaré à Hakaek online que cette rencontre constitue une initiative individuelle de Rahoui et n'engage que lui. Il a ajouté que Al-Watad ne trouve aucun intérêt dans cette rencontre qui n'exprime pas la position du parti, mais celle de Mongi Rahoui seul.

13 août : Mongi Rahoui n'a pas consulté le Front populaire pour son entrevue avec Youssef Chahed

<http://www.businessnews.com.tn/hamma-hammami--mongi-rahoui-na-pas-consulte-le-front-populaire-pour-son-entrevue-avec-youssef-chahed,520,66358,3>

Le porte-parole du Front populaire, Hamma Hammami a réaffirmé, samedi 13 août 2016, que le FP ne participera pas au gouvernement d'union nationale de Youssef Chahed, lors de son passage sur Jawhara FM.

Faisant un parallèle avec le gouvernement de la Troïka, il a déclaré : « Après le départ de Hamadi Jebali et la désignation du gouvernement de Ali Laârayedh, le régime de la Troïka était toujours en marche. Pour ce gouvernement d'union nationale c'est pareil. Nous ne sommes pas sortis du cadre de la coalition quadripartite au pouvoir ».

Renchérissant, il a affirmé qu'au niveau « des aspects économiques et sociaux il n'y a toujours pas de changements. C'est pour ces raisons que dès le début des concertations le FP s'est retiré des pourparlers et n'a pas signé l'accord de Carthage. Par ailleurs, le FP n'a pas été consulté sur composition de ce futur gouvernement ».

Sur la rencontre qui a eu lieu entre le député du parti Al Watad et membre du FP, Mongi Rahoui, avec le chef du gouvernement Youssef Chahed, le porte-parole du FP a expliqué qu'il s'agit là d'une initiative individuelle et que même le parti Al Watad n'avait pas eu connaissance de cette rencontre. Hamma Hammami a ajouté que : « Mongi Rahoui n'a consulté ni le parti Al Watad ni le FP à propos de cette entrevue et nous n'avons aucune connaissance du contenu des négociations qui ont été menées ».

14 Août : Le Chef de gouvernement désigné a l'intention de nommer des ministres « indépendants des partis »

<http://www.espacemanager.com/en-presentant-des-dizaines-de-candidats-les-partis-cherchent-ils-mettre-y-chahed-en-difficultes.html>

(...) Si les partis formeront l'ossature du gouvernement dont l'investiture au Parlement dépend d'eux, le Chef de gouvernement désigné a l'intention de nommer des ministres « indépendants des partis ». Outre des compétences administratives, il compte attirer dans son équipe des figures emblématiques comme le député du Front populaire Mongi Rahoui contacté à titre personnel et qui a réservé sa réponse ou comme les leaders syndicalistes Mohamed Trabelsi ou Abid Briki qui seront au gouvernement intuitu personae. (...)

_15 août : Rahoui sera le perdant s'il accepte d'être dans le gouvernement de Chahed

<http://www.shemsfm.net/fr/actualite/mohamed-jemour-rahoui-sera-le-perdant-s-il-accepte-d-etre-dans-le-gouvernement-de-chahed-147607>

Invité de Studio Shems, lundi 15 août 2016, le vice-secrétaire général des Patriotes Démocrates Unifiés, Mohamed Jmour, a commenté la participation du député Front Populaire, Mongi Rahoui, aux concertations pour la formation du gouvernement de Youssef Chahed.

Jmour a fait savoir que la position des Patriotes Démocrates et du Front Populaire est la même. À savoir ne pas participer aux concertations pour la formation du gouvernement d'union nationale. Il a précisé que selon ses sources, un portefeuille ministériel aurait été proposé à Mongi Rahoui. Il a ajouté qu'au sein du parti des Patriotes Démocrates Unifiés, le Front Populaire représente une boussole indiquant la direction à prendre, « celui qui choisit une autre voix sera le perdant ». Concernant la position du parti de la participation du député Rahoui, Mohamed Jmour a indiqué que les institutions du parti demanderont des comptes à ceux qui ont une position contraire et cela y compris le secrétaire général.

_15 août : Mongi Rahoui lâchera-t-il le Front populaire pour un ministère ?

<http://www.webdo.tn/2016/08/15/mongi-rahoui-lachera-t-front-populaire-ministere/>

Mongi Rahoui va-t-il se démarquer du Front populaire et accepter le portefeuille ministériel que lui propose Chahed dans son équipe gouvernementale ?

C'est la question que se posent observateurs et médias après la rencontre, mercredi 10 août à Dar Dhiafa Carthage, de Mongi Rahoui et du chef du gouvernement désigné, Youssef Chahed.

Rencontre considérée par Hamma Hammami, porte-parole du Front populaire, sur les ondes de Shems FM, Samedi 13 Août, comme « une initiative individuelle, et que même le parti Al Watad n'avait pas eu connaissance de cette rencontre »

Rahoui, n'a pas démenti la chose, au moment où des médias, tels le Maghreb, parlent d'une proposition qui va dans le sens de l'attribution d'un ministère économique au député d'El Watad. Par ailleurs, si le Front populaire a réitéré son refus catégorique de participer au gouvernement Chahed, aucune réelle mise au point impliquant l'intéressé, en l'occurrence Mongi Rahoui, n'a été, jusque-là, rendue publique.

_16 août : Si Mongi Rahoui veut participer aux discussions avec Youssef Chahed, ça le regarde

<http://www.businessnews.com.tn/ammar-amroussia-si-mongi-rahoui-veut-participer-aux-discussions-avec-youssef-chahed-ca-le-regarde,520,66393,3>

Dans une intervention téléphonique sur Express FM ce mardi 16 août 2016, le membre du Front populaire Ammar Amroussia, a donné le point de vue du parti sur l'initiative présidentielle et sur la participation présumée de Mongi Rahoui aux discussions avec le nouveau chef du gouvernement.

« Nous pensons que cette initiative ne vise pas à faire sortir le pays de cette mauvaise passe, pour nous, elle a été pensée pour sauver Nidaa Tounes et la coalition au pouvoir. Ceci n'est donc pas un gouvernement d'union nationale ! C'est en revanche un gouvernement qui va amplifier la crise. Et ce n'est pas un gouvernement de compétences ! » a déclaré M. Amroussia.

Il a par la suite nié être au courant de la participation de M. Rahoui aux discussions pour la

formation du nouveau gouvernement.

« En tant que membre dirigeant au sein du parti, je n'ai jamais entendu une voix demandant de participer à l'initiative, et si ça avait été le cas, nous en aurions discuté. Nous avons toujours été clairs et parlé d'une seule voix. Je ne suis donc pas au courant du sujet et si ce compagnon a décidé de participer à des discussions avec le nouveau chef du gouvernement ça ne regarde que lui » a conclu le dirigeant du Front populaire.

16 Août : Le Front populaire dans une position inconfortable

<http://www.letemps.com.tn/article/98598/le-front-populaire-dans-une-position-inconfortable>

Voilà plus de cinq jours que l'information concernant l'attribution d'un ministère économique au député du Front populaire, Mongi Rahoui, circule. Alors que plusieurs médias restaient prudents à propos de cette information, d'autres ont préféré la circuler vu qu'aucun démenti n'a été publié par les parties concernées. Toutefois, la rencontre entre Youssef Chahed et Mongi Rahoui a fini par confirmer les faits.

Ayant refusé de s'entretenir avec le nouveau chef du gouvernement, le Front populaire se trouve dans une position assez inconfortable. Pour un parti ayant tenu des discours des plus virulents envers la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, voir l'un de ses députés participer à la même formation pourrait amener la coalition de la Gauche à vivre quelques moments de tensions. Dans une première réaction, le porte-parole du FP, Hama Hammami, a expliqué que Mongi Rahoui n'a informé aucune partie, ni au sein du FP ni au sein du Watad, de son entrevue avec Youssef Chahed.

De ce fait, Hammami a qualifié l'initiative de Rahoui de personnelle qui n'engage en rien le FP qui n'est toujours pas concerné par le prochain gouvernement.

Un prochain gouvernement qui sera, selon Hama Hammami, une poursuite du système de la coalition des quatre partis au pouvoir. Le porte-parole du FP a comparé le nouveau gouvernement d'union nationale à celui d'Ali Laârayedh, qui avait succédé à l'équipe de Hamadi Jebali en 2013, dans le sens où les deux n'ont été qu'un simple recyclage et n'ont rien apporté de nouveau en matière de traitement des affaires économiques et sociales.

Préférant garder sa réserve, Mongi Rahoui n'a toujours pas accordé de déclarations sur le sujet. Pareil du côté du Front Populaire dont les dirigeants semblent préférer garder le silence jusqu'à ce que la situation soit éclaircie. Toutefois, et étant donné que le parti nous a habitué à réagir rapidement dans ce genre de situation, le silence qu'il manifeste face à cette offre de Youssef Chahed, nous conduit à déduire qu'il existe un réel tiraillement interne.

Mongi Rahoui fait partie des dirigeants les plus virulents du Front populaire, le perdre amènerait le parti à risquer quelques-uns de ses sympathisants mais, surtout, à perdre un député des plus assidus et efficaces à l'Assemblée des représentants du peuple.

Cependant, le Front populaire ne pourrait en aucun cas continuer à soutenir Rahoui si ce dernier accepte de faire partie du prochain gouvernement. Les positions du FP ont été plus que claires et retourner la veste après toutes les déclarations enflammées sera fatal pour la coalition de la Gauche. De son côté, le député en question ne peut pas refuser systématiquement l'offre de Youssef Chahed. Economiste de formation, Mongi Rahoui pourrait en effet voir dans cette offre, une opportunité pour sa carrière. En ce qui concerne la ligne politique et les principes pour lesquels il se bat, le député peut estimer que la politique des chaises vides n'est peut-être pas la solution qui peut réellement faire bouger les choses.

Qu'il fasse partie du prochain gouvernement pourrait en effet lui donner l'occasion d'être plus perspicace dans son action et dans la réalisation de son programme et de celui de son parti. La réelle question sera de savoir si le Front populaire pourrait comprendre l'éventuelle approbation de Rahoui en continuant à le soutenir indépendamment de l'emplacement qu'il choisira dans cette

prochaine étape que s'apprête à vivre le pays.

16 août : Mongi Rahoui (PPDU) dans le gouvernement Chahed ?

<http://directinfo.webmanagercenter.com/2016/08/16/tunisie-politique-mongi-rahoui-ppdu-dans-le-gouvernement-chahed/>

“L'éventuelle attribution d'un portefeuille ministériel au député et dirigeant au Parti des patriotes démocrates unifié (PPDU), Mongi Rahoui n'est qu'une simple question réglementaire qui sera examinée au sein du parti”, a déclaré, mardi 16 août, Mohamed Jmour.

“Le PPDU est seul habilité à prendre une position à ce sujet”, a-t-il indiqué à l'agence TAP.

“Totalemment absorbé dans la préparation de son congrès, le PPDU n'est pas concerné par les concertations en cours autour du programme et de la structure du gouvernement d'union nationale”, a-t-il rappelé.

Dans une déclaration rendue publique à l'issue de son conseil central tenu dimanche 14, le Front populaire a dit ne pas être au courant de la rencontre qui avait eu lieu la semaine dernière entre le chef du gouvernement désigné, Youssef Chahed, et le député du FP, Mongi Rahoui.

“Ni le Front populaire ni le PPDU n'ont été informés de la teneur de cette rencontre”, a-t-il précisé dans la déclaration. “Ce qui s'est passé dans cette rencontre n'engage en rien le Front populaire et ne reflète pas sa position vis-à-vis de l'initiative présidentielle pour la formation d'un gouvernement d'union nationale”, a-t-il ajouté.

“La position du Front populaire vis-à-vis de ce gouvernement est parfaitement claire et demeure inchangée”, a-t-il affirmé.

Le Front a refusé d'adhérer au processus de désignation de Youssef Chahed, tout comme il a refusé la participation aux concertations autour de la formation du gouvernement d'union nationale, partant de sa conviction que le nouveau gouvernement ne peut être qu'une copie de son prédécesseur, a-t-on écrit dans cette déclaration.

17 août : Le FP : position inchangée

<http://lapresse.tn/17082016/118762/lugtt-le-changement-de-certains-ministres-est-necessaire.html>

(...) « L'éventuelle attribution d'un portefeuille ministériel au député et dirigeant au parti des patriotes démocrates unifié (Ppdu), Mongi Rahoui, n'est qu'une simple question réglementaire qui sera examinée au sein du parti », a déclaré pour sa part le dirigeant au Ppdu Mohamed Jmour.

« Le Ppdu est seul habilité à prendre une position à ce sujet », a-t-il indiqué à l'agence TAP.

« Totalemment absorbé dans la préparation de son congrès, le Ppdu n'est pas concerné par les concertations en cours autour du programme et de la structure du gouvernement d'union nationale », a-t-il rappelé.

Dans une déclaration rendue publique à l'issue de son conseil central tenu dimanche 14, le Front populaire a dit ne pas être au courant de la rencontre qui avait eu lieu la semaine dernière entre le chef du gouvernement désigné, Youssef Chahed, et le député du FP Mongi Rahoui. « Ni le Front populaire ni le Ppdu n'ont été informés de la teneur de cette rencontre », a-t-il précisé dans la déclaration.

« Ce qui s'est passé lors de cette rencontre n'engage en rien le Front populaire et ne reflète pas sa position vis-à-vis de l'initiative présidentielle pour la formation d'un gouvernement d'union nationale », a-t-il ajouté.

« La position du Front populaire vis-à-vis de ce gouvernement est parfaitement claire et demeure

inchangée » , a-t-il affirmé. Le Front a refusé d'adhérer au processus de désignation de Youssef Chahed, tout comme il a refusé la participation aux concertations autour de la formation du gouvernement d'union nationale, partant de sa conviction que le nouveau gouvernement ne peut être qu'une copie de son prédécesseur, a-t-on écrit dans cette déclaration.

17 août : Formation du gouvernement d'union nationale

<http://lapresse.tn/17082016/118756/youssef-chahed-se-rebiffe-contre-les-pressions.html>

(...) L'on se rappelle encore comment feu Dali Jazy avait fait fausse route, au début des années 90 du siècle précédent, à ses camarades du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) pour accepter un poste ministériel que lui avait offert l'ancien président Ben Ali.

En France, Bernard Kouchener, le socialiste endurci, a fait de même en devenant le ministre des Affaires étrangères de Sarkozy.

Et comme l'histoire est un éternel recommencement et dans la foulée des signes de mécontentement que Youssef Chahed aurait montrés contre la pression qu'il subit de la part de Nida Tounès et de l'Union patriotique libre (UPL) qui multiplient leurs conditions les plus fantaisistes, il semble que l'idée de recourir à des politiciens appartenant à des partis de l'opposition ou au monde du syndicalisme (des ex-membres du bureau exécutif de l'Uggt) commence à faire du chemin et l'on fait circuler dans les milieux proches de Youssef Chahed que ce dernier aurait décidé de choisir Mongi Rahoui, Samir Taïeb, Mohamed Trabelsi et Abid Briki pour faire partie de l'équipe ministérielle qu'il envisage de soumettre au président de la République d'ici la fin de la semaine en cours.

(...) Que cherche Youssef Chahed en demandant carrément à Mongi Rahoui, le député frontiste et l'un des leaders du Parti des patriotes démocrates, et à Samir Taïeb, secrétaire général d'Al Massar, d'intégrer le gouvernement en leur qualité personnelle ou au moins de lui proposer des noms qui bénéficieraient de leur aval ?

Mongi Rahoui n'a pas confirmé ou infirmé jusqu'ici sa position vis-à-vis de l'offre de Youssef Chahed et quand Hamma Hammami déclare qu'il s'agit « d'une initiative individuelle et que ni le Front populaire ni Al Wataad n'ont été consultés par le député frontiste », on comprend que quelque chose cloche désormais au sein du Front et que l'approche de non-participation défendue jusqu'ici n'est plus suivie aveuglément.

Plusieurs observateurs pensent que Youssef Chahed est convaincu qu'un gouvernement d'union nationale auquel « ne participeront pas des figures de la gauche et des syndicalistes (à choisir en dehors du bureau exécutif actuel ou des syndicats généraux) n'a pas de sens.

17 août : Mongi Rahoui l'empêcheur de s'opposer en rond

<http://www.webdo.tn/2016/08/17/mongi-rahoui-ne-veut-etre-ministre/>

Le Front populaire est traversé par des divergences profondes qu'une simple rencontre entre Youssef Chahed et Mongi Rahoui a fait éclater au grand jour.

Les consultations entreprises par Youssef Chahed, le chef de gouvernement désigné, ne cessent de provoquer des remous au sein de la classe politique. Depuis une semaine, tous les regards sont braqués sur Dar Dhiafa, à Carthage, scrutant le ballet incessant des invités, venus présenter au futur locataire du palais de la Kasbah leurs visions et leurs propositions pour réformer le pays et le faire sortir du marasme dans lequel il se trouve.

La gauche radicale a-t-elle une place au gouvernement ?

Vue la variété des horizons politiques auxquels appartiennent les invités, on ne peut que deviner le pari fou de M. Chahed, qui consiste créer un gouvernement à large spectre politique, qui dépasserait le cadre des signataires du « Document de Carthage », qui ont participé aux consultations pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale, à l'initiative du président de la république Béji Caïd Essebsi.

Ainsi, conscient que le pays ne peut être gouverné sans que la gauche, dans sa représentation la moins radicale, n'y soit associée, le chef du gouvernement désigné s'est empressé, d'abord, de solliciter la participation d'Al-Massar dans le prochain gouvernement, mais ce parti, bien que signataire du « Document de Carthage », a préféré prendre ses distances.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'invitation adressée au député Mongi Rahoui, une des importantes figures du Parti des patriotes démocrates unifié (Watad) et du Front populaire (FP), qui provoque, depuis plusieurs jours, des réactions aussi bien à gauche qu'à droite. Si à droite, on reste sceptique, ne voyant pas l'intérêt d'un tel appel du pied, à gauche, la possibilité que M. Rahoui fasse partie de la prochaine équipe gouvernementale suscite l'embarras des uns et l'indignation des autres.

Plusieurs membres du Watad se sont déjà exprimés sur cette brûlante question, qui les met dans l'embarras face à un « camarade » qui se la joue solo.

* Zied Lakhdar, le secrétaire général de ce parti de la gauche radicale, a été laconique à ce sujet, alors que son camarade, Mohamed Jmour, s'est montré, lundi, plus véhément, condamnant le choix de Rahoui.

* Le Parti des Travailleurs, autre composante importante du FP, il a insisté, quant à lui, sur le caractère « individuel » de l'initiative du « camarade » Rahoui.

Mongi Rahoui rompt le pacte sacré des camarades

Si l'entrée de Mongi Rahoui au gouvernement se confirmait, elle serait ressentie comme une véritable trahison par les « frontistes », laisserait des séquelles au sein de cette coalition de gauche et pourrait même compromettre son fragile équilibre établi par l'alliance entre les deux plus puissantes formations politiques rivales qui en constituent les deux béquilles. Les dirigeants du Front ne pardonneraient certainement jamais au « renégat » d'avoir rompu le « pacte sacré » qui consiste à tourner le dos à l'alliance avec les ennemis idéologiques, Ennahdha et Nidaa, les islamistes et les libéraux réunis dans une coalition gouvernementale.

Toutefois, et malgré les prises de positions de Lakhdar et de Jmour, les observateurs savent, depuis longtemps, qu'au sein du FP, le Watad et le Parti des Travailleurs n'ont pas la même stratégie vis-à-vis du pouvoir. En effet, et contrairement aux camarades de Hamma Hammami, les Patriotes démocrates font preuve de plus de souplesse tactique et ne rechigneront pas à s'associer à un éventuel « gouvernement d'ouverture », si tant est que ce dernier se montrerait ouvert à leurs thèses.

La tactique de l'opposition radicale

Les deux formations ont plus de divergences qu'on ne le pense, même si leurs dirigeants se font souvent prévaloir d'une unité de façade. Ils n'ont pas, en tout cas, le même agenda politique.

* L'objectif de Hamma Hammami, qui croit encore en ses chances, reste les présidentielles de 2019, et pour les réussir, il faudrait que le FP continue sur sa ligne dure, stigmatisant l'actuel pouvoir, en comptant sur son éventuel échec pour surfer sur le mécontentement anti-islamistes et des déçus de Nidaa et de Béji Caïd Essebsi pour se présenter comme une alternative crédible. C'est pourquoi, le Front, avec son aile la plus « active », se prépare déjà à mener la vie dure au prochain gouvernement. Dans ce contexte, la présence d'un « Frontiste » dans ce gouvernement, sous quelque prétexte que ce soit, serait l'erreur monumentale à ne pas faire.

Enfin, et au-delà des ambitions politiques de M. Hammami, la survie du Front semble définitivement

liée au choix tactique de l'opposition radicale, le seul capable, selon ses dirigeants, de fédérer et de fidéliser toute une partie de l'électorat acquise aux vieilles idées de la gauche et qui risquerait de s'étioler si cette formation politique cédait à d'improbables compromis. Ce choix est-il viable à moyen terme ? Ne risque-t-il pas d'installer un doute chez l'électorat quant au sérieux des Frontistes et leurs capacités de gouverner ?

Cette crainte est légitime et seules les prochaines échéances électorales nous apporteront la réponse.

17 août : Pour l'islamiste Nouredine Bhiri, celui qui refuse de prendre la responsabilité devant son pays est comme un soldat déserteur !

<http://www.businessnews.com.tn/nouredine-bhiri--celui-qui-refuse-de-prendre-la-responsabilite-devant-son-pays-est-comme-un-soldat-deserteur,520,66418,3>

Le chef du bloc parlementaire d'Ennahdha, Nouredine Bhiri, a déclaré, sur les ondes de Shems FM le 17 août 2016, que Ennahdha invitait tous les partis politiques à participer au gouvernement d'union nationale.

« Travailler dans ce gouvernement est un devoir et non un droit. Le Tunisien appelé au devoir ne doit pas fuir et on considère que celui qui fuit ses responsabilités envers son pays et son peuple est comme un soldat déserteur ! » a martelé M. Bhiri. Il a ajouté que son discours était adressé à tous les partis y compris le Front populaire qui a considéré « un simple dialogue » entre l'élu Mongi Rahoui et le nouveau chef du gouvernement comme « un crime ».

Nouredine Bhiri a réitéré l'engagement de son parti à faire réussir l'initiative de gouvernement d'union nationale.

17 août : Mongi Rahoui refuse d'être ministre dans le gouvernement Chahed

<http://www.businessnews.com.tn/mongi-rahoui-refuse-detre-ministre-dans-le-gouvernement-chahed,520,66417,3>

L'élu du Front populaire, Mongi Rahoui, a annoncé, dans une conférence de presse le 17 août 2016, qu'il avait refusé un ministère à caractère économique dans la composition gouvernementale de Youssef Chahed.

Mongi Rahoui a expliqué qu'il avait refusé pour des raisons personnelles. Il a ajouté que le fait d'accepter d'être ministre dans ce gouvernement le mettrait dans une position politique embarrassante.

17 août : Mongi Rahoui ne veut pas être ministre

<http://www.webdo.tn/2016/08/17/mongi-rahoui-ne-veut-etre-ministre/>

La question portant sur une éventuelle participation du député du Front Populaire Mongi Rahoui dans le prochain gouvernement de Chahed a fait couler beaucoup d'encre ces derniers jours, notamment à l'issue de sa rencontre avec le chef du gouvernement désigné.

Une rencontre considérée par Hamma Hammami, porte-parole du Front populaire, sur les ondes de Shems FM, Samedi 13 Août, comme « une initiative individuelle, et que même le parti Al Watad n'avait pas eu connaissance de cette rencontre ».

Dans une déclaration faite à Shams FM, Mohamed Jmour, secrétaire général des Patriotes

démocrates (composante du Front populaire) Mohamed Jmour s'en est pris à Rahoui affirmant que s'il prend la décision de participer au gouvernement Chahed il sera « perdant », selon ses propres termes.

Il a ajouté que les Patriotes démocrates ont les structures qualifiées pour sanctionner tout membre qui transgresse la politique et les orientations du parti.

Mongi Rahoui a finalement répondu ce mercredi 17 août 2016, lors d'une conférence de presse.

Rahoui a exprimé son refus quant à sa nomination la tête d'un des ministères économiques au sein du nouveau gouvernement. Il a ajouté que s'il avait accepté, ça l'aurait mis dans une situation délicate.

17 août : Mongi Rahoui bat en retraite : il n'entrera pas au gouvernement

<http://www.leaders.com.tn/article/20362-il-n-entrera-pas-au-gouvernement-mongi-rahoui-bat-en-retraite>

La proposition de Youssef Chahed le tentait fortement d'autant plus qu'il s'agissait d'un ministère à caractère économique. Mongi Rahoui n'entrera pas finalement au gouvernement.

Devant le tollé jusque au sein même de son parti El Watad provoqué par sa rencontre avec le chef de Gouvernement désigné et les menaces d'exclusion à peine voilées de ses camarades, le député du Front Populaire bat en retraite.

Ce qui ne l'empêche pas de regretter la décision du FP de ne pas négocier avec Youssef Chahed.